

DOCUMENTS

DISCOURS D'OUVERTURE DU PROFESSEUR ADEBAYO ADEDEJI SOUS-SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS- UNIES ET SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

C'est un grand plaisir pour moi de vous accueillir tous à Africa Hall, siège de la Commission Economique pour l'Afrique et siège bien connu pour le grand nombre de décisions historiques – ayant influé et continuant à influencer sur la destinée de notre cher continent – qui y ont été prises et qui y sont encore prises.

La Commission Economique pour l'Afrique, en tant que cerveau de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'Action de Lagos et en tant que principal centre économique et social des Nations-Unies dont les tâches spéciales consistent à «préparer des programmes d'action pour soutenir les efforts des pays africains en développement, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Internationale de Développement» (1) et à étudier et évaluer la stratégie, pense depuis un certain temps que pour atteindre nos objectifs de développement et nos buts économiques, tous les acteurs de la scène économique africaine doivent participer à leur mise en œuvre.

Si les gouvernements sont les acteurs principaux, ils ne sont pas cependant les seuls, dans le processus du développement. Nous ne pouvons et ne devons donc pas nous en remettre uniquement aux gouvernements pour la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia, du Plan d'Action de Lagos et de la nouvelle Stratégie Internationale de Développement.

C'est la raison pour laquelle, dans nos efforts acharnés pour nous assurer que tous les acteurs autres que les gouvernements sont pleinement conscients des tâches qui leur incombent respectivement et sont organisés de façon à définir les stratégies et les modalités à adopter pour leur mise en œuvre, la CEA, de concert avec les institutions régionales appropriées, s'est lancée depuis l'année dernière dans l'organisation d'une série de conférences à l'intention de quelques-uns des acteurs principaux dans le processus de développement, dont le rôle bien qu'essentiel a besoin d'être ré-évalué et redéfini.

Ainsi, en Juin 1981, de concert avec l'Association Africaine des Organisations pour la Promotion des Echanges Commerciaux patronée par la CEA, nous avons organisé une conférence à l'intention des Présidents et Secrétaires Généraux des Chambres de Commerce sur le rôle de ces institutions dans la mise en œuvre de nos objectifs de développement. De la même façon en Janvier 1982, conjointement avec l'Association des Universités Africaines, nous avons réuni les Présidents, Vice-Présidents et Recteurs des Universités Africaines. Aujourd'hui se trouvent ici rassemblés les Directeurs de nos Instituts de Recherche en Science Sociale. En ce qui concerne l'organisation de cette Conférence dont nous ouvrons aujourd'hui les travaux, la CEA remercie le Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique (CODESRIA) et son organe spécialisé, l'Institut pour le Développement Economique et la Planification (IDEP), de leur

(1) *La Stratégie Internationale de Développement pour la 3ème Décennie des Nations-Unies pour le Développement ; paragraphe 6.*

collaboration. En effet sans l'enthousiasme et le travail acharné du Dr. Abdalla S. BUJRA, le Secrétaire Exécutif du CODESRIA et du Dr. MON-TASSER, le Directeur de l'IDEP, cette conférence n'aurait pu avoir lieu.

Je me rejouis encore plus que nous soyons tous ici pour examiner le rôle des instituts de recherche économique et sociale dans l'interprétation, le perfectionnement et la mise en œuvre des objectifs, des principes directeurs et des buts fixés par la Stratégie de Monrovia, le Plan d'Action de Lagos, l'Acte Final de Lagos et la Nouvelle Stratégie Internationale de Développement dans le cadre de la Troisième Décennie des Nations-Unies pour le Développement car j'estime que ceux-ci constituent des défis à la *raison d'être* même de vos instituts. De plus j'ai la conviction personnelle que la Région de l'Afrique doit en partie ses difficultés actuelles au fait que tout ce qui aurait pu se faire dans le domaine de la recherche et de ses applications n'a pas été fait. Je vous prie de m'excuser d'être aussi franc étant donné que je suis conscient du volume des travaux dans lesquels vous et vos instituts êtes engagés et du fait que ces travaux ne sont pas aussi utilisés qu'ils devaient l'être par nos décideurs et nos planificateurs.

Si, par conséquent, cette conférence nous permet de définir très clairement le rôle de nos instituts de recherche en Science Sociale dans le relèvement des défis énormes auxquels l'Afrique est confrontée dans les années 80, elle aura été utile. Je voudrais donc vous faire part de mon opinion réfléchie sur le rôle que vos institutions devraient jouer, à mon avis, et comment elles devraient s'y prendre.

Vous êtes déjà au courant de certains des faits dont je vais vous parler alors que les autres seront probablement nouveaux pour vous ; j'ose espérer qu'à la fin de mon intervention, je vous aurais stimulés à telle enseigne que vous allez veiller à tout prix à ce que cette conférence ne se termine pas sans que ne soit clairement définie l'optique sous laquelle vous voyez votre rôle dans les années décisives à venir.

Mais avant d'énoncer ma conception de votre rôle, permettez-moi de mettre en exergue l'essence de la Stratégie de Monrovia, du Plan d'Action de Lagos et de la Stratégie de Développement Internationale.

Le Plan d'Action de Lagos et la Stratégie de Monrovia qui le sous-tend sont axés sur trois thèmes :

- (i) l'intégration comme méthode de développement en Afrique, tenant compte de l'interdépendance des secteurs et de l'existence de deux secteurs principaux – l'alimentation/l'agriculture et l'industrie – créés pour fournir l'un à l'autre de même qu'aux autres secteurs des intrants et assurer l'expansion des marchés domestiques pour l'approvisionnement en facteurs de production et pour la production et la distribution des biens et services de consommation finale ;
- (ii) le rôle des ressources locales dans la réalisation de l'auto-dépendance et du processus de génération interne de l'auto-suffisance dans le développement économique ; et
- (iii) la nécessité d'une plus grande coopération économique au niveau sous-régional et régional en matière d'approvisionnement en facteurs de production et de biens de consommation destinés aux marchés domestiques.

Ces trois champs de priorités forment également l'essence de la nouvelle stratégie internationale de développement qui dispose, et cela est inévitable, d'un autre champ de priorité : la création d'un nouvel ordre économique international qui veillera à la réalisation d'une participation effective, totale et équitable des pays en développement à la formulation et l'application de toutes les décisions portant sur le développement et la coopération économique internationale afin d'apporter des changements de grande envergure dans la structure du système économique international actuel sur une base juste et équitable et de conduire à la souveraineté totale de chaque état sur ses ressources et ses activités économiques (1). La nouvelle stratégie internationale de développement est en effet une vaste entreprise à laquelle toute la communauté internationale participe en vue de promouvoir la coopération internationale dans le développement sur une base de justice, d'égalité et de profits mutuels.

Vu que l'Afrique continue à rester en marge du système économique international, la poursuite d'un nouvel ordre économique international et la demande persistante d'une série de négociations générales qui, semble-t-il, aboutiraient à ce nouvel ordre, m'amènent à faire certaines observations sur l'Afrique.

La première est que le système économique international qui a été ajusté et rajusté au fil des années depuis la seconde guerre mondiale (ou même avant la guerre) se trouve actuellement dans de graves difficultés et il est peu probable que d'autres ajustements puissent lui rendre son efficacité. Non seulement en est-il ainsi mais il y a des preuves irréfutables qu'un nouvel ordre économique international imprévu est déjà né et que tout pays, tout groupe de pays ou toute région qui n'arrive pas à percevoir ce changement et à choisir sa place dans ce nouveau système, à partir de ses potentialités, va probablement se voir réduit à l'état de tutelle néo-coloniale. Parmi les faits dénotant la situation des affaires internationales, nous retiendrons :

- l'échec des remèdes répétés apportés aux restrictions géographiques et aux restrictions de produits relevant du système dette/aide/échanges des relations économiques Nord/Sud, c'est-à-dire : diversification des produits de base destinés à l'exportation ; stabilisation des denrées de première nécessité, industrialisation basée sur la substitution à l'importation, industrie d'exportation, tourisme, dévaluation, codes de conduite, zones franches industrielles et autres incitations aux investisseurs étrangers, etc...

- la crise des relations économiques au niveau des économies de marché développées (y compris les guerres de subventions et de crédits à l'exportation) ;

- l'émergence de relations économiques Est/Ouest et les problèmes d'ajustement Nord/Sud et Est/Ouest ;

- la naissance du trafic des armes en tant que facteur important dans la balance commerciale des économies développées ;

- la part croissante de la production des sociétés transnationales et des ventes en dehors des économies de marché développées ;

(1) *La Stratégie Internationale de Développement pour la Troisième Décennie des Nations-Unies pour le Développement, paragraphe 6.*

- la baisse depuis 30 ans de la part des denrées de première nécessité sur le marché international, parallèlement à l'émergence des économies développées devenues exportatrices de produits de base et des économies en développement devenues importatrices de ces produits ;
- la naissance de l'OPEP ;
- le changement dans la balance nette des emprunts et des prêts entre pays développés et pays du Tiers-Monde ; et
- le protectionisme massif et croissant.

Quelle est la position de la région africaine aujourd'hui ? Les décideurs et les planificateurs se sont obstinément accrochés à un concept du développement et de la croissance économique qui veille à ce que nous nous tenions aux restrictions géographiques et aux restrictions de produits instaurées par les relations économiques et commerciales Nord/Sud qui nous semblent être le moteur de la croissance. Les efforts frénétiques de plus de 120 pays (le Sud) pour exporter un volume croissant de produits de la même gamme vers les pays développés (le Nord) assurent non seulement à long terme la baisse des produits de base sur le marché international mais encore la persistance de termes de l'échange négatifs.

Ce qui est pire, le système Nord/Sud instauré pendant la période coloniale a légué aux pays africains une situation telle que, pour leur changement socio-économique ils sont tributaires des exportations d'un ou deux produits de base : le coton, le cacao, le café, la bauxite, le cuivre, les diamants, le minerai de fer, l'huile etc... Et dans les vingt années qui ont suivi l'indépendance, presque aucun pays africain n'a pu de lui-même changer ce modèle. La plupart des pays africains disposent d'une variété et d'une quantité de ressources naturelles telles qu'ils pourraient atteindre des niveaux élevés de croissance économique – marquée par la variété des produits – (que nous définissons comme croissance de la production physique des biens et services) ; mais ceci ne joue presque pas de rôle dans la politique et la planification économiques. En tout cas, les variétés régionales sont telles qu'aucun pays ne devrait se sentir limité uniquement aux matières premières/ressources naturelles qu'il peut produire sur son territoire car l'expansion de celles-ci pourrait être facilement amplifiée par le commerce inter-africain.

Comment en sommes-nous arrivés à nous attacher avec tant d'obstination à des théories, des philosophies et des politiques qui ne donnent aucun résultat ? A mon avis, c'est parce qu'un grand nombre de décideurs et de planificateurs ont mal assimilé des concepts, des définitions et des terminologies très simples de même qu'ils n'ont pas compris les implications de leur fonctionnement.

A la lumière de tout ceci, le premier défi lancé à nos instituts de recherche en science sociale est celui de trouver le moyen d'éclaircir cette confusion de longue date sur les concepts, les définitions et les terminologies en ce qui concerne leurs implications pour l'Afrique. Nos instituts de recherche en science sociale doivent absolument contribuer à faire la lumière sur les concepts fondamentaux de sciences sociales et à déterminer s'ils

peuvent s'appliquer aux conditions politiques, économiques et sociales de l'Afrique ; là où ils sont applicables ils doivent également contribuer à les adapter aux réalités locales. Pendant trop longtemps, les spécialistes africains en science sociale ont appliqué point par point à l'Afrique des concepts, des idées, des terminologies et des théories créés dans d'autres pays à l'intention d'autres sociétés et d'autres économies.

Comme vous le savez tous, la plupart des idées, des concepts, théories, stratégies et politiques africaines se basent sur le modèle conformiste de l'économie de marché de l'Ouest ou sur celui de l'économie planifiée de l'Est. Ces concepts, idées, théories etc... ne sont pas, pour ne pas en dire plus, nécessairement applicables au développement de l'Afrique car ils ont très peu de rapport avec les réalités politiques et socio-économiques de l'Afrique. Je ne suggère aucunement que tous les modèles et concepts de développement de l'Est ou de l'Ouest sont inapplicables à l'Afrique. Ce que je dis et que j'ai avancé pendant longtemps, c'est qu'il conviendrait que nos spécialistes en science sociale ne soient plus des imitateurs mais qu'ils commencent à faire des efforts pour donner à l'Afrique des idées, concepts, modèles et stratégies indigènes ; qui répondent aux réalités de notre continent et de nos sociétés qui ne sont pas des copies de modèles de développement occidental ou de stratégies socialistes de l'Est. Il nous faut d'urgence africaniser les concepts et les théories de science sociale.

Ce point m'amène au second défi qu'à mon avis nos instituts de recherche en science sociale doivent relever : la nécessité impérieuse d'africaniser nos recherches sur le futur. Je suis persuadé que nous soutenons tous l'idée de Timothy SHAW selon laquelle : «l'Afrique a besoin de son école de futuristes ayant leurs propres scénarios, si l'on veut qu'elle se détache du conformisme des modèles occidentaux et de l'entropie des systèmes basés sur les définitions et les préoccupations du Nord. Les études sur l'avenir et l'avenir lui-même ont besoin d'être décolonisées sur le continent africain». (1) Il nous faut créer immédiatement des instituts spécialisés en recherche sur le futur. Chaque institut de recherche en science sociale devrait se pencher d'avantage sur ce genre d'études.

Notre préoccupation vis-à-vis des études sur le futur ne signifie aucunement que le présent a moins d'importance. En effet toute étude réaliste et significative du futur se doit de se baser sur des explications bien renseignées de la conjoncture actuelle difficile. Je sais que beaucoup de travaux de recherche sur des aspects déterminés de la vie politique, économique et sociale de nos communautés respectives sont en cours dans vos divers instituts et ailleurs. Cela ne fait aucun doute qu'il reste encore beaucoup à faire. Tout d'abord, il faut créer et entretenir un climat favorable à la recherche objective et approfondie. Deuxièmement les activités de recherche doivent être amplement financées. Troisièmement, les activités de recherche en science sociale doivent être orientées sur les besoins de l'économie et de la société. Elles doivent s'atteler à résoudre les problèmes auxquels la société est confrontée. Trop d'activités de recherches ésotériques menées par le passé ont conduit à beaucoup de désillusions à l'endroit des

(1) Timothy M. SHAW (ed.) – *Alternative Future for Africa*, pp. 2–3.

chercheurs. Vu l'état actuel de notre développement, il convient d'orienter nos activités de recherche sur la résolution de problèmes et sur les politiques à mener. Quatrièmement, la coopération et la collaboration au niveau de nos chercheurs en science sociale se doit d'être plus intentionnelle non seulement à l'intérieur d'un pays donné mais également par delà les frontières nationales. Il est inutile de nous lancer tous en même temps dans la recherche des causes parce que nous n'avons pas su profiter des travaux qui ont été déjà entrepris ailleurs ou par un autre chercheur. Finalement il y a l'éternelle question de la diffusion ou de la commercialisation des résultats de recherches. Voici un domaine où on peut encore faire beaucoup à la lumière de notre situation particulière. Un des aspects de cette situation est le fait indéniable que notre communauté n'aime pas lire les sujets arides. Nos décideurs et nos hommes politiques en particulier ne s'intéressent pas beaucoup à la lecture de documents techniques. Nous nous devons, par conséquent, de trouver les voies et moyens de communiquer avec eux en ayant présent à l'esprit, constamment, que la recherche n'est pas une fin en soi mais toujours le moyen d'atteindre une fin.

En d'autres termes, le défi lancé à vos divers instituts est celui de trouver le moyen de soutenir par vos activités de recherches la mise en œuvre du Plan d'Action de Lagos, de la Stratégie de Monrovia et de la nouvelle Stratégie Internationale de Développement au niveau national, sous-régional et régional. Chaque centre de recherche en science sociale doit se sentir défié par les possibilités de recherche sur les idées, les problèmes, les programmes et les politiques figurant dans ces documents. Les possibilités de recherche sont pratiquement illimitées et il vous appartient de les identifier et d'entreprendre ces recherches. En effet, j'espère sincèrement que l'une des conclusions auxquelles cette conférence aura abouti sera l'élaboration d'une liste provisoire de thèmes de recherche à entreprendre dans le cadre du processus de mise en œuvre.

Ceci m'amène alors au dernier défi lancé aux instituts de recherche en science sociale ; c'est celui de leur rôle dans la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Internationale de Développement et du Plan d'Action de Lagos. Il s'agit en particulier de l'examen et de la supervision de la mise en œuvre. La responsabilité principale de la mise en œuvre des buts et objectifs de développement incombe, à l'échelon national, aux gouvernements et aux principaux acteurs du développement. Bien que ce soit les ministères nationaux du Plan et du Développement qui assurent l'examen, l'évaluation et la supervision de la mise en œuvre au niveau du développement national, je pense que nos centres de recherche en science sociale ont un rôle très important à jouer ici. A l'échelon national il conviendrait qu'ils fassent périodiquement ce que la CEA fait depuis des années sur le plan régional pour faire une évaluation critique indépendante. La portée de la collaboration entre la CEA et l'IDEP d'une part et les instituts nationaux d'autre part est considérable dans ce domaine et j'espère que les travaux de cette conférence consacreront un peu de temps à explorer quelques-unes des possibilités.

En effet, vous devez avec mes collègues de la CEA explorer tous les domaines de coopération entre vos instituts et la CEA parce que j'ai tou-

jours eu le sentiment que notre coopération n'a pas été des meilleures là où elle existait et qu'il faut remédier à cette situation non seulement dans l'intérêt de l'Afrique mais également dans nos intérêts mutuels d'institutions créées pour satisfaire les besoins de développement de l'Afrique.

Je souhaite que votre conférence soit couronnée de succès et qu'elle se révèle productive.